

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 01 /DAONR/ARSEL/DG/DAAFRH/SDAAB/SAGM/CIPM/2026 DU 24 / 09 2026RELATIF À L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ARSEL DANS LA VALORISATION DES ACHATS D'ÉNERGIE ENTRE LE
CONCESSIONNAIRE SOCADEL ET LES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS D'ÉLECTRICITÉ (IPP)

FINANCEMENT : BUDGET ARSEL, EXERCICE 2026

Article 1 – Objet de l'Appel d'Offres National Restreint

Dans le cadre de l'exécution de son programme d'activités 2026 et à la suite de la pré qualification issue de l'ASMI N° 03/ASMI/ARSEL/DG/DAAFRH/SDAAB/SAGM/2026 du 17 juillet 2026, le Directeur Général de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité (ARSEL), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence pour l'accompagnement de l'ARSEL dans la valorisation des achats d'énergie entre le concessionnaire SOCADEL et les Producteurs Indépendants d'Électricité (IPP).

Article 2 – Consistance des prestations

La mission comprend notamment

1. L'examen des contrats et mécanismes de facturation,
2. La collecte et la fiabilisation des données,
3. La reconstitution et le contrôle des montants d'achats d'énergie,
4. L'analyse des écarts, la cartographie des risques contractuels,
5. La formulation de recommandations réglementaires et le renforcement des capacités des équipes de l'ARSEL.
6. Le renforcement de capacités des équipes de l'Agence par un transfert de compétences d'outils et de supports

Article 3 – Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution est de deux (02) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

Article 4 – Allotissement

Les prestations sont constituées en un (01) lot unique.

Article 5 – Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation, à l'issue des études préalables, est de 16 500 000 (seize millions cinq cent mille) FCFA toutes taxes comprises. Réparti de la manière suivante

Livrable accepté	Part du montant TTC	Condition
Rapport de démarrage	20 %	Après validation du rapport et du planning
Rapport d'étape/provisoire	40 %	Après recette du rapport provisoire et des fichiers de calcul
Rapport final	40 %	Après recette technique, remise des outils, sources et clés USB

Article 6 – Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence est exclusivement réservée aux trois (03) candidats pré qualifiés ci-après : (1) AUDITEC FOIRIER CONSULTING ; (2) Groupement SICAF/HYDREOLE ; (3) KPMG AFRIQUE CENTRALE. Les candidats pré qualifiés en groupement ne peuvent soumissionner séparément. Toute modification de la composition d'un candidat ou association entre candidats est soumise à l'accord écrit préalable du Maître d'Ouvrage, dans le respect de la réglementation.

Article 7 – Financement

Les prestations sont financées par le Budget de l'ARSEL, exercice 2026

Article 8 – Mode de soumission

Le mode de soumission retenu est le mode en ligne sur la plateforme COLEPS. La copie de sauvegarde, l'offre financière témoin destinée à l'ARMP et les originaux de la caution de soumission et du récépissé de consignation de la CDEC sont transmis sous plis scellés dans les conditions précisées au RPAO.

Article 9 – Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire joint à son dossier administratif une caution de soumission d'un montant de trois cent trente mille (330 000) FCFA. Elle est timbrée au tarif en vigueur, acquittée à la main par l'établissement émetteur, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elle demeure valable pendant cent vingt (120) jours, soit trente (30) jours au-delà de la validité des offres.

Article 10 – Consultation du dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service en charge des Marchés de l'ARSEL, quartier Bastos, face supermarché DOVV, BP 6064 Yaoundé, téléphone (+237) 222 211 011, courriel ledoua@arsel-cm.org, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté sur COLEPS (<https://www.marchespublics.cm>) et sur le site de l'ARMP (www.armp.cm).

Article 11 – Acquisition du dossier

Le dossier physique peut être obtenu au Service en charge des Marchés de l'ARSEL, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) FCFA dans l'un des comptes suivants ouverts au nom de l'ARMP dans les livres de la BICEC sous les numéros 33598860001/94 à Yaoundé et 33598860001/39 à Douala – Bonanjo ou dans les agences de tous les chefs-lieux de Région et celles des villes de Limbé et Dschang, au titre des frais de dossiers.

Article 12 – Remise des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais, doivent être transmises sur la plateforme COLEPS au plus tard le 07/10/2026 à 12H00 heure locale. Une copie de sauvegarde enregistrée sur clé USB est transmise sous pli scellé portant clairement la mention « copie de sauvegarde », dans le même délai.

Nb : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En plus de la copie de sauvegarde, une offre financière témoin identique à l'offre financière électronique est transmise sous pli scellé, contre décharge, pour conservation par l'ARMP conformément à l'article 92 alinéa 8 du Code des Marchés Publics. Le pli porte la mention : « DAONR N° 01/DAONR/ARSEL/DG/ DAAFRH/SDAAB/SAGM/CIPM/2026 EN PROCEDURE D'URGENCE DU 24/09/2026 — ACCOMPAGNEMENT DE L'ARSEL DANS LA VALORISATION DES ACHATS D'ÉNERGIE ENTRE ENEO ET LES IPP — OFFRE FINANCIÈRE TÉMOIN — À N'OUVRIR QU'À LA DEMANDE DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE ».

Article 13 – Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises sont produites en originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois ou établies postérieurement à la date de signature de l'avis. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances accompagné du récépissé CDEC à l'ouverture entraîne le rejet sans délai de régularisation. Les autres pièces administratives peuvent être régularisées dans le délai réglementaire de quarante-huit (48) heures.

Article 14 – Ouverture des plis en deux temps

L'ouverture se déroule en deux temps. Au premier temps, le 07/10/2026 à 13H00, heure locale, la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ARSEL ouvre les dossiers administratifs et les propositions techniques dans la salle de conférences de l'Agence, sans ouvrir les propositions financières. Au second temps, à une date ultérieure communiquée aux intéressés, la Commission ouvre uniquement les propositions financières des soumissionnaires ayant obtenu au moins 75 points sur 100 à l'évaluation technique. Les soumissionnaires concernés peuvent assister à chaque séance ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée ayant une parfaite connaissance de l'offre.

Article 15 – Critères d'évaluation**15.1 Critères éliminatoires**

- absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, ou du récépissé de consignation de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- non-production, au-delà du délai de quarante-huit (48) heures, d'une pièce administrative absente ou non conforme autre que la caution et le récépissé CDEC ;
- Absence de la capacité financière égale à 30% du coût prévisionnel du marché ;
- fausse déclaration, manœuvre frauduleuse ou pièce falsifiée ;

Ajouts d'informations relatives à l'offre financière dans l'offre administrative et technique ;

- absence d'un élément de l'offre financière : lettre de soumission, BPU, DQE ou sous-détail ;
- omission d'un prix quantifié ;
- absence de l'un des trois experts-clés exigés ou non-conformité d'un critère majeur de leur profil ;
- note technique inférieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100) ;
- absence de la charte d'intégrité ou de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée ;
- absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon d'un marché public au cours des trois dernières années ;
- non-respect du format de soumission en ligne ou absence de l'offre financière témoin sous pli scellé.

15.2 Critères essentiels

L'évaluation technique est effectuée par notation sur cent (100) points selon la grille détaillée du RPAO

1	Références et expérience du cabinet	15 points
2	Qualifications et expérience du personnel-clé	50 points
3	Compréhension des TDR, méthodologie et organisation	25 points
4	Chronogramme, logistique et assurance qualité	10 points

Article 16 – Attribution au mieux-disant

Le Marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est administrativement conforme, techniquement qualifiée et classée première selon la note globale combinée $N = 0,80 \times N_t + 0,20 \times N_f$. N_t est la note technique sur 100 et $N_f = 100 \times F_m/F$, où F_m est le montant évalué de l'offre financière la moins-disante et F celui de l'offre considérée. En cas d'égalité, la meilleure note technique prévaut, puis le montant financier évalué le plus faible.

Article 17 – Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise de ces dernières.

Article 18 – Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables au Service des Marchés de l'ARSEL, sis quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Elounden (1.777), BP 6064 Yaoundé, Téléphone: (+237) 222 211 011 ; email : ledoua@arsel-cm.org ; Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Article 19 – Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou mauvaise pratique, appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros 673 20 57 25 / 699 37 07 48, ou contacter la CONAC au 1517 (appel gratuit) ou par WhatsApp au +237 658 262 682.

Ampliations :

MINMAP ;

ARMP ;

Président CIPM ;

Affichage



Yaoundé, le

24 SEPT 2026

Le Directeur Général/Maître d'Ouvrage

Jean Pascal Nkou

INTERNAL TENDERS BOARD

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER ON EMERGENCY No.

01/RNIT/ARSEL/DG/DAAFRH/SDAAB/SAGM/ITB/2026 OF 24/09/2026

FOR SUPPORT TO ESRA IN THE VALUATION OF ENERGY PURCHASES BETWEEN THE PARA CONCESSIONAIRE ESRA AND
INDEPENDENT POWER PRODUCERS (IPPs)

FINANCING: ESRA BUDGET, 2026 FINANCIAL YEAR

Article 1 – Purpose of the Restricted National Invitation to Tender

As part of its 2026 programme of activities and following the prequalification conducted under Request for Expression of Interest No. 03/ASMI/ARSEL/DG/DAAFRH/SDAAB/SAGM/2026 on emergency of 17 July 2026, the Director General of ARSEL, Project Owner, hereby launches a Restricted National Invitation to Tender for support to ARSEL in the valuation of energy purchases between the concessionaire SOCADEL and Independent Power Producers (IPPs).

Article 2 – Scope of services

The assignment includes, in particular:

1. Reviewing contracts and billing mechanisms;
2. Collecting data and ensuring its reliability;
3. Reconstructing and verifying energy purchase amounts;
4. Analysing discrepancies and mapping contractual risks;
5. Formulating regulatory recommendations and building the capacity of ESRA teams.
6. Capacity building for ESRA team by transfer of competence tools and supports.

Article 3 – Execution period

The maximum execution period is two (02) months from the date of notification of the service order to commence the services.

Article 4 – Division into lots

The services constitute one (01) single lot.

Article 5 – Estimated cost

The estimated cost of the services, based on preliminary studies, is 16 500 000 (sixteen million five hundred thousand) CFA francs, inclusive of all taxes.

Article 6 – Participation and origin

Participation is restricted exclusively to the following three (03) prequalified candidates: (1) AUDITEC FOIRIER CONSULTING; (2) SICAF/HYDREOLE Joint Venture; and (3) KPMG AFRIQUE CENTRALE. A joint venture prequalified as such may not bid separately. Any change in a candidate's composition or association between candidates requires the Project Owner's prior written approval in accordance with the regulations.

Article 7 – Financing

The services are financed by the ESRA Budget for the 2026 financial year.

Article 8 – Submission method

Bids shall be submitted online through the COLEPS platform. The backup copy, the sealed reference copy of the financial offer intended for ARMP, and the originals of the bid bond and CDEC consignment receipt shall be submitted physically under the conditions set out in the Special Regulations of the Invitation to Tender.

Article 9 – Bid bond

Each bidder shall include in its administrative file a bid bond in the amount of three hundred and thirty thousand (330 000) CFA francs, representing 2% of the estimated cost inclusive of all taxes. The bond shall be stamped at the prevailing rate, bear the issuing institution's handwritten endorsement, be issued by an organisation or financial institution approved by the Minister in charge of Finance, and be accompanied by the consignment receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC). It shall remain valid for one hundred and twenty (120) days, i.e. thirty (30) days beyond the validity period of the offers.

Article 10 – Consultation of the dossier

The dossier may be consulted during working hours at ESRA's Procurement Service, Bastos neighbourhood, opposite DOVV supermarket, P.O. Box 6064 Yaoundé, telephone (+237) 222 211 011; email: ledoua@arsel-cm.org/pmbele@arsel-cm.org, from the date of publication of this notice. It may also be consulted on COLEPS (<https://www.marchespublics.cm>) and on the ARMP website (www.arpmp.cm).

Article 11 – Acquisition of the dossier

A hard copy of the dossier may be obtained from ESRA's Procurement Service upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable dossier fee of thirty thousand (30 000) CFA francs into one of the following accounts opened in the name of ARMP with BICEC: No. 33598860001/94 in Yaoundé and No. 33598860001/39 in Douala – Bonanjo, or at branches in all regional capitals and in the towns of Limbé and Dschang.

Article 12 – Submission of bids

Bids, drafted in French or English, shall be submitted through COLEPS no later than **7th** / **10** / 2026 at 12:00PM, local time. A backup copy saved on a USB flash drive shall be submitted within the same deadline in a sealed envelope clearly marked "Backup copy".

NB: File sizes and formats

For online submission, the maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform as part of the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be transmitted.

In addition to the backup copy, a sealed reference copy of the financial offer, identical to the electronic financial offer, shall be submitted against acknowledgement of receipt for safekeeping by ARMP in accordance with Article 92(8) of the Public Contracts Code. It shall be marked: "RNIT No. **01** / RNIT/ESRA/GM/DAAFRH/SADDB/SAGM/ITB/2026 ON EMERGENCY OF **24** / **9** / 2026 — SUPPORT ESRA IN THE VALUATION OF ENERGY PURCHASES BETWEEN SOCADEL AND IPPs — REFERENCE FINANCIAL OFFER — TO BE OPENED ONLY UPON REQUEST OF THE COMPETENT AUTHORITY".

Article 13 – Admissibility of bids

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be submitted as originals or certified true copies, dated less than three (03) months before submission or issued after the date of signature of this notice. Failure to provide, at bid opening, a bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry in charge of Finance, together with the CDEC receipt, shall result in rejection without any period for rectification. Other administrative documents may be regularised within the statutory period of forty-eight (48) hours.

Article 14 – Two-stage opening of bids

Bids shall be opened in two stages. First, on **7th** / **10** / 2026 at 1:00 am, local time, ESRA's Internal Tenders Board shall open the administrative documents and technical proposals without opening the financial proposals. Second, on a later date notified to the parties, only the financial proposals of bidders scoring at least 75 points out of 100 shall be opened. Duly authorised representatives may attend the relevant sessions.

Article 15 – Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

- Absence, at bid opening, of the duly stamped bid bond bearing a handwritten endorsement, or of the CDEC consignment receipt;
- Failure to provide, after the forty-eight (48)-hour deadline, a missing or non-compliant administrative document other than the bid bond and the CDEC receipt;
 - Absence of financial capacity of 30% of provisional cost of the project;
 - The presence of information relative to financial in the administrative and technical offers;
- False declaration, fraudulent practice or forged document;
- Absence of any component of the financial offer: bid submission letter, unit price schedule (BPU), bill of quantities and cost estimate (DQE), or detailed price breakdown;
- Omission of a price for a quantified item;
- Absence of any of the three required key experts, or failure to meet a major criterion of their required profile;
- Technical score below seventy-five (80) points out of one hundred (100);

- Absence of the dated and signed integrity charter or social and environmental commitment declaration;
- Absence of the sworn declaration confirming that no public contract has been abandoned during the past three years;
- Failure to comply with the online submission format, or absence of the reference copy of the financial offer.

15.2 Essential criteria

Technical proposals shall be scored out of one hundred (100) points as follows:

1	firm's references and experience	15 points
2	key experts	50 points
3	understanding, methodology and organisation	25 points
4	schedule, logistics and quality assurance	10 points

Article 16 – Award to the best evaluated bidder

The Contract shall be awarded to the compliant and technically qualified bidder with the highest combined score $N = 0.80 \times T + 0.20 \times F$, where $F = 100 \times F_m/F_b$. In the event of a tie, the higher technical score shall prevail, followed by the lower evaluated financial proposal.

Article 17 – Validity period of bids

Bidders shall remain bound by their offers for a period of ninety (90) days from the deadline for submission.

Article 18 – Further information

Further information may be obtained on working days and during working hours from ESRA's Procurement Unit, located in the Bastos neighbourhood, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), P.O. Box 6064 Yaoundé, telephone: (+237) 222 211 011; email: ledoua@arsel-cm.org, and from ARSEL's services in charge of procurement; or online through the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

Article 19 – Fight against corruption

For any attempted corruption or malpractice, call or send an SMS to MINMAP on 673 20 57 25 / 699 37 07 48, or contact CONAC on 1517 (toll-free) or via WhatsApp on +237 658 262 682.

Yaoundé, **24 SEPT 2026**

The Director General
Project Ow

Copies to:

MINMAP/Yaoundé
ARMP (for publication)
Chairperson, CIPM (for information)
Notice board (for information)



Jean Pascal Nkou